

Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles

«Il faudra prévoir des questionnaires alternatifs pour les examens»

LES PHRASES CLÉS

«Il faudra resserrer les boulons et définir de nouveaux outils. J'en vois au moins un, qui est utilisé en France, par rapport au bac.»

«Joëlle Milquet n'est pas responsable de ce qui s'est passé. C'est un système qui a été bâti successivement par les différents ministres de l'Enseignement, les administrations, les inspections, et qui a fonctionné jusqu'ici.»

«L'enseignement, c'est 130.000 personnes, il faut vaincre des réticences au changement. C'est complexe.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Probablement le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte (PS) ferait-il bonne figure dans les prétoires. Alors que cette semaine sa ministre de l'Enseignement Joëlle Milquet a été prise sous un feu nourri de critiques, il prend sa défense. Avec force et emphase.

Les fuites des questions d'examens cette semaine, c'est un fiasco complet...

La première question à se poser est: est-ce que cela doit atteindre le principe des évaluations externes? C'est la question de fond. Il faut bien comprendre que ces tests qui ont fuit ne partent pas des écoles et des enseignants: ils sont en place dans le cadre d'une mise à niveau transversale, on évalue les étudiants sur l'ensemble de la Communauté. On ne remettra pas en cause les méthodes de tests transversales. Il faut les garder.

Pourquoi?

Simplement pour pouvoir voir dans les études Pisa comment nous évoluons, il nous faut des critères d'évaluation communs via des évaluations externes. Ces techniques ont fonctionné jusqu'à présent sans problème. Aujourd'hui, on a une succession de fuites, ce ne sont plus des fuites, ça confine même à l'incontinence, et on doit se poser la question de savoir ce qui se cache là derrière.

La Communauté française n'avait pas pris suffisamment de précaution pour protéger les questionnaires?

Si, elles avaient été prises, il y avait des éléments prudents, mais ils méritent aujourd'hui d'être réévalués. Il faudra resserrer les boulons et définir de nouveaux outils. J'en vois au moins un, qui est utilisé en France, par rapport au bac. En France, il y a eu des fuites. Comment ont fait les Français?

Ils ont serré les boulons et ils ont prévu des alternatives aux épreuves. Quand une épreuve A fuit et est connue, il y a une

épreuve A bis qui est dans le pipeline et qui peut être immédiatement disponible. Et ça permet de jouer l'alternative. Il faut deux ou trois versions de chaque examen.

Mais qui est responsable?

Reconnaissons que Joëlle Milquet n'est pas responsable de ce qui s'est passé. C'est un système qui a été bâti successivement par les différents ministres de l'Enseignement, les administrations, les inspections, et qui a fonctionné jusqu'ici. Maintenant, il faut tirer les leçons de ces dysfonctionnements et corriger le tir et la méthodologie. C'est une affaire trop sérieuse que pour être politisée et être l'affaire d'un seul parti: nous devons consulter très largement pour trouver la voie la plus adéquate afin de sortir de l'ornière.

La ministre de l'Enseignement sous-entend qu'il y a trop de coïncidences pour que tout cela soit le fruit du hasard: existe-t-il un complot visant à abattre Joëlle Milquet?

C'est une question légitime et qu'on doit se poser. D'un autre côté, on ne peut pas être certain qu'il y ait eu une volonté de nuire à Joëlle Milquet, il y a peut-être eu un effet d'entraînement, ceux qui ont fait la première fuite ont vu qu'ils faisaient le buzz, et quand on fait le buzz, on a envie de le reproduire. Maintenant, à la racine, les auteurs de ces fuites, on ne connaît pas encore leurs motivations. Ce qui se passe m'indigne: on ne joue pas avec ce genre de choses, au-delà de l'éthique et de la morale, il y a aussi une responsabilité financière: imaginez tout ce que ça représente ces questionnaires imprimés et qui peuvent aujourd'hui être mis à la poubelle. Humainement, aussi, pour les parents, c'est très difficile. Ceux qui comptaient sur ces examens, les étudiants, c'est dévastateur.

Mais la Communauté française donne quand même l'impression d'un certain amateurisme...

L'impact est négatif pour toute la société car ça ressemble à de la tricherie, il faut utiliser le mot. Ou à une forme de sabotage.

Répondez-vous de votre administration? Certains pensent que les fuites ont été orchestrées depuis l'administration...

Je ne spécule pas là-dessus. Il suffit qu'un seul maillon de la chaîne ne suive pas et tout déraile. On l'a vu en aéronautique où un seul pilote dépressif jette un discrédit sur toute une profession. On peut connaître la même chose dans plein de domaines. Je rappelle qu'une enquête judiciaire a lieu. Je ne serais pas à l'aise si j'étais à l'origine des fuites car les conséquences vont être lourdes.

Que pensez-vous de l'action de vo-

tre ministre de l'Enseignement et de la Culture?

Pour le moment, il y a une forme de «Milquet-bashing», comme les élèves qu'on maltraite dans une cour de récréation. On tire à vue sur Joëlle Milquet et je n'aime pas cela. Ce gouvernement n'a pas encore un an et elle travaille avec des mécanismes qui lui sont antérieurs, la ministre va en tirer les conclusions, mais je ne veux pas qu'on tire à vue.

Cela dit, s'il y a du Milquet-bashing, c'est aussi parce qu'il y a d'autres dossiers où elle s'est très fort exposée - par exemple celui des cours philosophiques.

Là, on est dans une situation difficile où la Cour constitutionnelle a fait

un appel à une alternative, sur lequel on ne peut pas fermer les yeux. On ne peut pas se mettre la tête dans le sable, on doit avancer dans ce débat philosophique. Faut-il organiser les cours de manière à donner à ceux qui ne veulent pas d'option philosophique tranchée un espace? Oui, il faut le faire. Joëlle Milquet aussi le reconnaît.

Elle s'est exposée aussi dans ce dossier-là, également.

Oui et on ne peut pas tirer sur l'ambulance. C'est ça que je dis. Et puis ce débat divise aussi le camp laïque. Faut-il une laïcité à la française, une laïcité militante...? Milquet et moi avons la même analyse: les heures d'études alternatives doivent être mises en œuvre. Je n'ai pas entendu de discours dissonant en la matière.

Donc, Joëlle Milquet n'est pas un boulet pour votre gouvernement?

Je comprends que l'opposition joue ce jeu-là, mais dans la majorité, nous avançons. Et ce que je voudrais faire remarquer, c'est que hier encore la Fédération Wallonie Bruxelles n'existait pas dans le débat politique. On ne parlait plus que des Régions; il faut quand même constater aujourd'hui, qu'on est dans une forme de révolution! On existe aujourd'hui, la Fédération Wallonie-Bruxelles est redevenue un enjeu...

Grâce aux polémiques...

Grâce au fait qu'on a redécomposé les compétences autrement. On est dans une logique où la vie de la Fédération Wallonie-Bruxelles est un centre de débat. Parfois autour de polémiques, mais vous savez, la vie politique et le débat sont aussi faits de polémiques. Il n'y a pas de débat politique qui ne soit que consensuel. Sauf à vivre dans un monde de Bisounours dans lequel nous ne sommes absolument pas. On est re-

devenu un acteur de liaison entre Bruxelles et la Wallonie.

Donc, on a bien fait de vous enlever votre double casquette de ministre-président?

Pour ceux qui faisaient le pari de l'inexistence de la Fédération Wallonie-Bruxelles, je leur dis: vous avez perdu.

C'est quand même cocasse de voir le Parti socialiste voler au secours du soldat Milquet alors que son propre parti n'a, jusqu'ici, pas montré un empressément démesuré pour l'aider...

Moi, je ne fais pas de la politique avec une langue de caoutchouc, une langue qui se plierait aux circonstances, ou avec une langue de bois. La réalité est qu'une ministre est attaquée sur plusieurs fronts: je considère que les partis politiques doivent soutenir leurs ministres. Je n'ai pas le sentiment que le cdH ait lâché Joëlle Milquet, au contraire.

Quel est le grand défi qui vous attend comme ministre-président?

L'articulation des compétences de la Fédération dans le redéploiement économique de Bruxelles et de la Wallonie. L'économie a besoin d'innovation, l'innovation a besoin d'enseignement et de culture. C'est le cœur de notre combat. La Fédération doit être un élément de valeur ajoutée, ce qui n'est pas simple.

Pourquoi?

Parce que les machines de la Fédération sont beaucoup plus lourdes qu'au niveau régional. L'enseignement, c'est 130.000 personnes, il faut vaincre des réticences au changement. C'est complexe.

En rapprochant les réseaux d'enseignement, on pourrait faire pas mal d'économies...

En tant que laïc convaincu, je pense qu'il faut laisser une place pour la différence mais qu'il ne faut pas perdre de temps et d'énergie à se faire une concurrence. Cette concurrence existe sur des branches d'enseignement, sur des options, des secteurs. Je veux qu'on dégage des moyens via des synergies, pas pour faire des économies mais pour réinvestir e moyens dans l'équipement scolaire et dans l'ouverture d'options qui répondent aux besoins du temps. Je veux que chacun ait son juste dû sans déperdition d'énergie et de moyens.

Mais attention de ne pas rallumer la guerre scolaire...

Si on donne le sentiment de travailler en défaveur d'un réseau, ce qui n'est pas le cas. Mais ici je pense que tout le monde conviendra qu'on peut faire mieux avec ce qu'on a.